

l'essor de la social-démocratie et l'élévation de la conscience politique des masses ouvrières. Qui plus est, il s'ensuivrait de l'accession de la bourgeoisie au pouvoir une transformation économique telle que, lors du déclenchement de la révolution socialiste dans les pays avancés d'Europe occidentale et centrale, l'étincelle sauterait en Russie et qu'on assisterait là aussi aux débuts de la révolution prolétarienne<sup>196</sup>.

Lié à l'état d'arriération du pays, ce programme l'était donc aussi à la situation régnant dans le reste de l'Europe. Il plaçait la révolution socialiste et la prise du pouvoir par le prolétariat au terme de toute une série de bouleversements sociaux. Quant à son option démocratique de base, qui ne fit que s'accentuer au fil des ans, elle avait pour objet de préserver le pays d'une « dictature de la minorité » à une époque où les prémisses d'une « dictature de la majorité » (au sens exact où Marx parlait de dictature du prolétariat) n'étaient pas encore réunies en Russie. Sur ce plan également, les mencheviks étaient donc amenés à s'opposer avec la dernières énergie aux vues « jacobines » de Lénine<sup>197</sup>.

En fonction de cette perspective, les mencheviks s'assignaient deux objectifs prioritaires : « 1<sup>o</sup> Formation d'une organisation social-démocrate solide grâce à la jonction de l'ancien appareil conspiratif avec les nouvelles organisations de masse; 2<sup>o</sup> Développement des syndicats »<sup>198</sup>. Les social-démocrates n'avaient pas de tâche plus urgente que de tirer parti du réveil spontané de larges secteurs de la population laborieuse pour se les gagner, les organiser et les transformer en un facteur politique décisif. C'est ainsi que le Parti arriverait à peser sur la solution des problèmes que la révolution allait faire naître<sup>199</sup>.

L'isolement de leurs comités et la faible influence qu'ils exerçaient sur les masses, en raison de la clandestinité à laquelle ils se voyaient réduits autant que du clivage entre intellectuels et ouvriers, et de la rupture avec les bolcheviks, faisaient le désespoir des mencheviks. Ce fut seulement à partir de janvier 1905 que, par suite de la réceptivité accrue des masses comme du relâchement de la surveillance policière, la possibilité d'agir

196. Pour les résolutions de la conférence des mencheviks d'avril 1905, cf. Lénine, *Oeuvres*, t. 9, pp. 27 sqq., 33 sqq., 39 sqq., 74 et 78 sq.

197. Outre le texte susmentionné de Martynov, cf. *Pis'ma P. B. Aksel'roda i Ju. O. Martova*, Berlin, 1924, p. 146. Dans une lettre datée de la fin d'octobre 1905, Martov assurait que la prise du pouvoir paraissait inévitable à bref délai, mais que cette perspective, loin d'être exaltante, recélait au contraire les pires dangers. Et de dire sa crainte de voir cette phase critique de la révolution aboutira à l'établissement d'une « dictature jacobine ».

198. *Nachalo*, 1, 15 novembre 1905.

199. Cf. Martow, *Geschichte der russischen Revolution*, p. 112 sq.

à grande échelle s'offrit pour la première fois à eux. En février suivant, les groupes mencheviks de Pétersbourg, s'inspirant des élections à la commission Šidlovskij<sup>200</sup>, concurent un plan selon lequel les ouvriers éliraient sur la base de l'usine (comme c'était déjà le cas pour la commission), des députés qui formeraient une assemblée pour les villes concernées, assemblées qui enverraient ensuite leurs représentants siéger à un congrès ouvrier panrusse<sup>201</sup>. Les mencheviks espéraient de la sorte amener au mouvement révolutionnaire les travailleurs qui se tenaient encore à l'écart des activités politiques et faire passer leur parti de l'état de secte clandestine et conspirative à celui de parti de masse agissant au grand jour. Pendant le printemps et l'été suivants, Aksel'rod se fit le plus ardent propagateur de ce plan auquel il consacra plusieurs articles<sup>202</sup>. Une partie des mencheviks associerent à ce projet les efforts qu'ils faisaient au même moment en faveur de la convocation d'un congrès des associations d'entraide ouvrière déjà en place<sup>203</sup>. D'autres, avec Parvus notamment, se prononçaient pour des assemblées de toutes les catégories sociales représentées dans les zemstvos et les congrès de ville, dans l'« Union des unions », etc., aux côtés desquelles serait institué un forum ouvrier<sup>204</sup>.

Les mencheviks mirent également au point l'idée d'« auto-administration révolutionnaire », idée parallèle à celle du congrès ouvrier et qui en était d'ailleurs issue. C'était là en quelque sorte le pendant du mot d'ordre de « gouvernement révolutionnaire provisoire » que les bolcheviks allaient bientôt mettre en avant de leur côté. Rien ne fait mieux apparaître l'opposition des principes propres aux deux tendances que cette différence de mots d'ordre. En pratique, l'idée d'auto-administration révolutionnaire, dont Martov plus que tout autre se fit le champion, visait à désorganiser par « en bas », au moyen d'une lutte démocratique, le pouvoir d'État tsariste et à obliger ainsi le régime à faire des concessions en matière constitutionnelle. Les masses ouvrières et les autres catégories sociales exclues des élections à la « Douma de Bulygin » formeraient leurs propres « comités d'agitation populaire ». « Elles devraient se donner pour but l'élection, hors du cadre légal de députés révolutionnaires, fondés

200. Voir *ante*, p. 42.

201. Kozovlev, *Istorija soveta rabočikh deputatov*, p. 36 sq.

202. Cf. F. Savinskij, « Parlamentskaja taktika s.-d. v epokhupervoj russkoj revoljucii », *Proletarskaja Revoljucija*, 1930, 11 (106), pp. 3-20 et 107, pp. 39-77.

203. Cf. 1905-07 gg. v professional'nom dviženii (éd. P. Kolokol'nikov et S. Rapoport), Moscou, 1925, pp. 45 sq. et 112 sqq.

204. Cf. *Pis'ma P. B. Aksel'roda i Ju. O. Martova*, pp. 119-121.